

# 10 septembre et au delà

## Auto-organisation

On sait que les structures et orgas « officielles » (directions syndicales, partis politiques, associations, ONG...), si elles participent à la rébellion, vont lâcher l'affaire si ça chauffe sérieusement ou se contenter d'actions convenues et sans réel impact. Sans parler de leurs objectifs souvent bien trop réformistes et corporatistes (et intéressés, en vue des élections par exemple).

**C'est pourquoi l'auto-organisation à la base (comme lors des gilets jaunes et d'autres exemples en France ou ailleurs) est essentielle, dans chaque quartier, village, entreprise, secteur...**

Il s'agit à la fois de multiplier les temps d'assemblées et d'AG autonomes, sans verser pour autant dans la réunionite et le procédural pour laisser une grande place à la spontanéité, l'inventivité, la liberté, l'offensive qui surgissent depuis de multiples groupes et individus.

D'ailleurs, ce sont souvent davantage les formes et actions imprévisibles et incontrôlables qui font flipper les pouvoirs et les possédants plutôt que les manifs annoncées et les choses répétitives.

L'auto-organisation est à rechercher partout, dans les actions, les piquets de grève, les blocages, les médias (autonomes), les discussions, les alternatives, la solidarité et les objectifs.

## Durée du soulèvement et actions

Si le soulèvement dure longtemps (plus de 6 mois ?), les risques d'épuisement augmentent, et l'Etat a davantage de temps pour étendre et renforcer sa contre-insurrection.

En même temps, il faut du temps pour monter en puissance, et pour discuter, se rencontrer, évoluer en agissant ensemble, s'enhardir et viser plus loin que le retrait d'une ou deux lois ou des modifications de surface.

L'idéal serait de frapper fort, à suffisamment nombreux, sur quelques mois, en étant offensifs et ambitieux ?

Exemple :

Des grèves (même largement suivies) sur des journées éparses étalées sur 6 mois n'auront que très peu d'effet (voir l'échec du dernier mouvement pour les retraites), tandis qu'une grève générale dure sur deux mois aura de l'impact, surtout si elle est accompagnée de nombreux blocages, émeutes et sabotages.

Avec le complément des actions symboliques type manif, rassemblement, communication, tags..., on coche alors toutes les cases pour espérer le succès.

# A quelles formes de répression s'attendre ?

**Pour mémoire, et pour se préparer en conséquence, quelques rappels, car dès qu'on dérange vraiment le système en place (pacifiquement, avec violence ou sans, avec ou sans destruction de bien, légalement ou illégalement), l'État, ses outils et alliés, frappent sans pitié.**

(Note : l'ultra-violence de la répression et la fixité du système en place obligeant par ailleurs au recours croissant à des moyens de contestation dits violents et illégaux pour sortir de l'impuissance, ça lui permet de justifier une répression accrue en retour).

- **Terrorisme d'État habituel** : LBD, grenades explosives à létalité aléatoire, lacrymos à haute dose, canons à eau, canons à son ?, matraque, taser, fusils à pompes (avec projectiles dits « non létaux »), pistolets, fusils de guerre pour impressionner, tabassage...
- **Dispositifs préfectoraux ou nationaux** : état d'urgence, couvre feu, zone de contrôles policier, périmètres où toute manif est interdite, nasses, dissolutions de groupes rebelles...
- **Moyens technologiques** : drones et hélicoptères, caméras en tout genre (dont caméras infrarouge pour voir la nuit), logiciel de détection biométrique de comportements « anormaux », logiciels de reconnaissance faciale, fichage généralisé et intrusif, traçage des déplacements via suivi de téléphones, espionnage de téléphones et d'ordinateurs, captation de numéros de téléphones (IMSI catcher) dans une zone donnée, surveillance automatisée de tout internet et des réseaux sociaux, coupures de réseaux sociaux ou fermeture ciblée (ou invisibilisation) de comptes/groupes précis, coupure temporaire d'internet, projection de produits marquants invisibles à l'oeil nu, objets connectés piratés pour espionnage, amendes à distance automatique ou non, scannage automatique de plaques d'immatriculation...
- **Engins roulants** : voitures, motos, vélos, camions, blindés, bus, camionnettes...
- **Les différents corps de polices et de gendarmeries, l'armée...** CRS d'intervention rapide, BAC, agents en civils, infiltrations... Avec des actes souvent illégaux en plus des brutalités et exactions légales. Plus éventuellement des groupuscules d'extrême droite, des milices patronales, des agents privés...
- **Répression judiciaire** : Aggravation de toutes les peines, généralisation de dispositifs annoncés au départ comme exceptionnels, criminalisation des pratiques de sécurité informatique, arrestations préventives, assignations à résidence, rafles, prison, GAV, contrôle, prises (souvent abusives ou illégales) d'empreintes, de photos et d'ADN...
- **Fermeture des Facs** ou d'autres établissements scolaires qui bougeraient de trop
- **Interdictions de transports de tels ou tels objets** : feux d'artifices, outils, masques, essence...
- **Guerre médiatique et assimilée** : les médias de l'État et ceux aux ordres du système et des plus riches ont un rôle essentiel pour accompagner la répression, pousser au « retour à la normale » et dévaloriser la contestation : passer sous silence les actions impactantes (sabotages ciblés réussis, policiers en déroute ou débordés...), exagérer ou exacerber certains faits (des vitrines cassées, des flics blessés...), dénigrer, moquer, dépolitiser, déshumaniser, décrédibiliser les contestataires (traités d'anti-tout, de foule émeutière sans cervelle, d'extrême droite ou d'extrême gauche selon les besoins, de violents impulsifs, de casseurs, de feignants, d'anti-démocrates...), de valoriser la répression et d'exagérer sa présence et sa maîtrise du terrain pour démoraliser la contestation, et inversement minimiser les actions et

le nombre de rebelles, parler de « prise d’otage » pour les grèves, faire peur avec le risque de pénuries et de crise économique, parler des coûts des destructions commises par la rébellion de manière récurrente en dramatisant à outrance (en revanche les lois antisociales, la misère, l’exploitation, les polluants partout, les catastrophes climatiques/écologiques finalement ça va, ce sont des maux nécessaires), donner prioritairement la parole aux autorités et à toutes les sortes de flics (comme d’habitude), etc.

Ces divers médias « de préfecture » s’empressent de servir l’ordre établi et sa répression : Dévoilons-là pour mieux la démolir et saper le système policier installé dans les têtes

## A quelles formes de manipulations s’attendre ?

Outre les habituelles manipulations médiatiques et la force brute indiquées plus haut, les pouvoirs utilisent d’autres ruses si la contestation est sérieuse :

- **Quelques concessions** sur certains points (souvent secondaires) et quelques miettes (surtout pour des catégories professionnelles pouvant avoir un impact, comme les routiers ou les dockers, dans le but de les voir décrocher du mouvement), pour dire que tout est ok il n’est plus nécessaire de contester. Ceux qui s’aviseraient de continuer à se rebeller sont alors considérés comme des putschistes ou des terroristes
- **Des promesses d’amélioration et de changements futurs** pour désarmer et noyer le poisson. « Ok on vous a entendu, mais calmez-vous, arrêtez de vous rebeller, et alors on pourra discuter tranquillement autour d’une table entre gens raisonnables. »
- **Lancer un « grand débat », des cahiers de doléance, pour détourner l’attention et occuper les énergies** avec des dispositifs sans effets (même chose pour un referendum, une nouvelle élection promise, la démission de quelques oligarques servant de fusibles...)
- **La dissolution du gouvernement, ou une motion de censure** : là on retombe dans les jeux politiques, la domination des médias d’extrême droite et de droite dure, les campagnes électorales... Ces événements ne doivent pas détourner de la poursuite du soulèvement. On peut même considérer que ce serait une bonne période pour renverser la table vu que le gouvernement serait fragilisé, ou « suspendu ».
- **Réduction médiatique de la contestation à quelques revendications gérables**, pour proposer quelques options réformistes qui ne répondent en rien à l’ampleur de la rébellion.
- **Mise en valeur de quelques « chefs »**, réels ou fabriqués, pour les faire parler au nom de tout le monde et réduire les objectifs et moyens utilisés à des formes contrôlables par le système, pour diviser et chercher à canaliser/étouffer la rébellion via des « représentants » modérés
- **Désigner arbitrairement et selon les besoins du système les « bons » (non-violents, légalistes, pacifistes, ouverts au prétendu « dialogue ») et « mauvais » (casseurs, saboteurs, illégalistes, black bloc, grévistes incontrôlables..., dits jusqu’aboutistes, radicaux, antitout, extrémistes...) révoltés**, en assimilant les rebelles menant les actions les plus impactantes à des terroristes, afin de les isoler, de diviser et de mieux pouvoir réprimer, avec l’assentiment tacite d’une part de la population, ceux qui sortent des clous.

# Réduction des risques

## Autodéfense juridique, conseils face à la répression

Penser que vous n'avez rien à craindre des flics, même si vous vous tenez sagement, serait une erreur. Encore plus lors de mouvements sociaux, des situations anodines nous opposeront aux forces de l'ordre, non pas pour faire respecter la loi, mais pour veiller au maintien du pouvoir. Il s'agit de ne pas s'isoler, ni contribuer à l'isolement des autres (en distinguant par exemple les bons et les mauvais grévistes). Pour cela, discuter de comment le groupe envisage sa défense juridique n'est pas inutile.

Les flics s'en prendront aux cibles les plus évidentes, à vous ou vos compagnon-ne-s, même pour des faits sans gravité (comme le simple fait d'être présent-e, mais de ne pas être en règle administrativement). En règle générale, moins vous en direz aux keufs, mieux ça se passera pour tout le monde. Ne pas sympathiser, ne pas expliquer, ne faites pas leur travail à leur place. Soyons solidaires face à la répression.

Pas mal de brochures donnent des conseils en cas de contrôle ou de garde à vue. Les avocats habitués aux mouvements sociaux auront un axe de défense collective sans doute plus pertinent que d'autres pour vous aider à traverser ces situations. Il existe peut-être un groupe d'autodéfense juridique dans votre région (réseau RAJCOL ou autre), gardez le nom d'un avocat en tête, en cas de garde-à-vue, insistez pour que ce soit elle/lui et non un commis d'office qui le remplace, et ne parlez pas aux flics ! Si vous passez une audition (demandez à ce qu'elle soit en présence de votre avocat), hormis une éventuelle déclaration d'identité, votre seule réponse sera que vous gardez le silence ou « je n'ai rien à déclarer ».

## Sécurité numérique et surveillance policière

Alors que les moyens technologiques de surveillance se répandent (depuis la rue avec les caméras, jusque dans nos poches avec les téléphones mobiles), l'un des meilleurs axes de défense si l'on utilise le numérique (on peut aussi s'en passer) est de bien choisir ses outils, ce qui revient à bien choisir ses alliés. En terme de surveillance, les grandes entreprises ne sont les alliées de personnes, puisqu'elles collaborent avec les autorités (c'est le cas de Telegram et Pavel Durov). c'est pourquoi il faut se pencher sur des outils plus indépendants, autant que possible des logiciels libres dont le développement s'effectue de façon communautaire. Le but n'est pas d'avoir une hygiène numérique irréprochable, mais de comprendre les compromis que l'on fait en utilisant telle ou telle technologie, et d'en améliorer certains aspects, car protéger ses propres appareils revient à protéger toutes celles qui nous entourent et avec qui nous communiquons. Évidemment, évitez de filmer ou prendre des photos ! Utilisez Tor Browser pour vous créer de nouvelles identités en ligne (déconnectées de votre identité réelle), et ne lancez pas en public (ou sur des canaux de discussions ouverts) des appels à actions où la présence policière doit être évitée.

Les ateliers organisés par des collectifs d'autodéfense numérique, ou de logiciels libres, permettent d'échanger des ressources, de pratiquer, et sont un bon moyen d'augmenter sa sécurité numérique.